



**Location, collecte, enlèvement et traitement des déchets des
centres hospitaliers composant le groupement hospitalier de
territoire du Loiret
AO/CCAP/2024-65**

Appel d'offres ouvert

Article L 2124-2 et R 2124-2.1° du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
Alinéa 1.1 - Objet du marché	3
Alinéa 1.2 - Forme du marché et caractéristiques	5
ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE	5
Alinéa 2.1 - Autorité contractante	5
Alinéa 2.2 - Titulaire du marché	5
Alinéa 2.3 - Comptable assignataire	5
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	6
Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché	6
Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	6
Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché	7
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ	7
Alinéa 5.1 - Contenu du prix	7
Alinéa 5.2 - Prix initiaux	8
Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix	8
ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ	10
Alinéa 6.1 - Proposition de matériel amélioré	10
Alinéa 6.2 - Commandes	10
Alinéa 6.3 - Livraison des compacteurs	10
Alinéa 6.3.1 - Modalités de livraison	11
Alinéa 6.3.2 - Emballage	11
Alinéa 6.3.3 - Transport	11
Alinéa 6.3.4 - Documents à fournir lors de la livraison	11
Alinéa 6.3.5 - Prolongation des délais de livraison pour la mise en place du marché	12
Alinéa 6.4 - Réception	13
Alinéa 6.5 - Vérifications quantitatives	13
Alinéa 6.6 - Vérifications qualitatives	13
Alinéa 6.7 - Vérifications approfondies	14
Alinéa 6.8 - Admission	14
Alinéa 6.9 - Obligations du Titulaire	14
Alinéa 6.10 - Garantie	16
ARTICLE 7 - PENALITES	16
Alinéa 7.1 - pénalités pour retard de livraison	16
ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHÉ	17
Alinéa 8.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	17
Alinéa 8.2 - Résiliation du fait du Titulaire	17
Alinéa 8.3 - Résiliation pour faute du Titulaire	17
Alinéa 8.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	17
ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ	18
Alinéa 9.1 - Avance	18
Alinéa 9.2 - Retenue de garantie	18
Alinéa 9.3 - Modalités de paiement	18
Alinéa 9.4 - Nantissement	20
ARTICLE 10 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	20
ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET LITIGES	20
ARTICLE 12 - DEROGATION AU CCAG/FCS	21

La convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire du Loiret (GHT45) a été approuvée par L'Agence Régionale de Santé du Centre Val de Loire par arrêté en date du 30 août 2016.

Ce groupement compte 11 établissements dont 1 hôpital support : le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans et 10 établissements parties : les Centres Hospitaliers de Beaugency, de Beaune la Rolande, de Fleury les Aubrais, de Gien, de Montargis, de Neuville aux Bois, de Pithiviers et de Sully sur Loire de Dry et Meung sur Loire.

Le présent CCAP a pour objet de fixer les dispositions administratives applicables au marché et de déterminer les conditions de son exécution.

CONTEXTE ET OBJECTIFS :

CONTEXTE :

La réglementation impose aux établissements de soins de réaliser un tri de l'ensemble de leurs déchets.

OBJECTIFS :

Respectant les réglementations en vigueur, notamment l'ICPE et l'ADR (...), les candidats devront réaliser les missions de collecte, transport, traitement et valorisation de l'ensemble des déchets.

1. Il est attendu des candidats un effort particulier à la fois sur l'optimisation des tournées et le prix des prestations.
2. Puis, à l'exécution, il est attendu des titulaires d'être force de proposition pour l'accompagnement à :
 - L'installation des matériels et une assistance aux pratiques du tri des déchets
 - L'information de l'évolution réglementaire
 - L'incitation pour la mise en œuvre de nouvelles filières de tri
3. Enfin, les titulaires veilleront à une application stricte des conditions d'exécutions.

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Alinéa 1.1 - Objet du marché

Le marché a pour objet la location d'équipement, la collecte, l'enlèvement et le traitement des déchets des différents centres hospitaliers du GHT du Loiret :

Il concerne les établissements suivant du GHT 45 :

- Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans et ses 5 sites annexes :
 - IFPM nord, ORLEANS.
 - IFPM sud, Orléans La Source.
 - EHPAD Pierre Pagot, ORLEANS.
 - EHPAD Saran,
 - EHPAD Saint Jean de Braye,
- Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise (Amilly)
- Centre Hospitalier Lour Picou (Beaugency)
- Centre Hospitalier Paul Cabanis (Beaune la Rolande)
- Centre Hospitalier Georges Daumazon (Fleury les Aubrais)
- Centre Hospitalier Pierre Lebrun (Neuville aux Bois)
- Centre Hospitalier (Pithiviers)
- Centre Hospitalier (Sully sur Loire)
- Centre Hospitalier Pierre Dezarnaulds (Gien)

Il est composé de 5 lots distincts :

Lot 1 : Location, collecte, Maintenance et traitement des déchets assimilés aux ordures ménagères (D.A.O.M)	Centres hospitaliers d'ORLEANS LA SOURCE et ses 5 annexes GIEN SULLY SUR LOIRE PITHIVIERS L'EPSM à FLEURY LES AUBRAIS
Lot 2 : Location, maintenance, collecte et traitement de matières valorisables	Centres hospitaliers d'ORLEANS LA SOURCE et ses 5 annexes L'EPSM à FLEURY LES AUBRAIS MONTARGIS GIEN PITHIVIERS SULLY SUR LOIRE BEAUGENCY NEUVILLE AUX BOIS
Lot 3 : LOCATION, COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS NON DANGEREUX D.I.B / DECHETS VERTS / BOIS / FERAILLE / GRAVATS	Centres hospitaliers d'ORLEANS LA SOURCE et ses 5 annexes L'EPSM à FLEURY LES AUBRAIS MONTARGIS GIEN PITHIVIERS SULLY SUR LOIRE BEAUGENCY
Lot 4 : COLLECTE ET VALORISATION DES PALETTES	Centres hospitaliers d'ORLEANS LA SOURCE et ses 5 annexes L'EPSM à FLEURY LES AUBRAIS MONTARGIS
Lot 5 : LOCATION, COLLECTE ET VALORISATION DES BIODECHETS	Centres hospitaliers d'ORLEANS LA SOURCE et ses 5 annexes GIEN

Alinéa 1.2 - Forme du marché et caractéristiques

Cet appel d'offres est sous forme d'un accord-cadre conclu avec un titulaire ou son représentant mandataire par lot, en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R2162-14 du CCP.

Le montant maximum du marché est de 6 100 000€ pour la durée totale du marché

Soit par lots respectifs :

Lot 1 : 4 500 000€

Lot 2 : 1 000 000€

Lot 3 : 400 000€

Lot 4 : 75 000€

Lot 5 : 125 000€

L'estimation des quantités figurant sur les BPU a une valeur indicative.

Elle permet aux candidats d'apprécier le volume des prestations par lot pour une période de 12 mois.

Le titulaire retenu pour chaque lot assurera la maintenance de tous les matériels mis à disposition sans surcoût pour les sites.

Il en est de même pour toutes les opérations de pose des matériels, leurs réglages, nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que des retraits de matériels en fin de mission, nécessitant des moyens lourds ou spécifiques.

ARTICLE 2 - PARTIES EN PRESENCE

Alinéa 2.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45.

Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Alinéa 2.2 - Titulaire du marché

Le titulaire du marché est le fournisseur qui conclut le marché avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Alinéa 2.3 - Comptable assignataire

Voir annexe 1 du CCAP.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement souscrit par le titulaire et ses annexes : bordereau de prix, annexe, fiche contact, cadre réponse.
- Le présent Cahier des Clauses Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Technique Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services (arrêté du 30/03/2021 publié au JORF le 30/03/2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Particulières ;
- Le cadre réponse technique,
- Le titulaire qui dispose d'une déclaration de collecte ou de transport de déchets devra communiquer la copie de cette déclaration et son renouvellement le cas échéant. Un justificatif de dispense devra être fourni par les entreprises non soumises par cette déclaration.

Le titulaire devra s'assurer que les installations de traitement concernées par la réglementation ICPE, fournissent copie de leur arrêté préfectoral et mise à jour de ce dernier si le cas devait se présenter durant la durée du marché, aux fins de justifier, conformément aux dispositions de L.2195-4 du code de la commande publique de 2019, qu'il n'entre pas dans l'un des cas des interdictions de soumissionner des articles L.2141-1, L.2341-1, L.2141-2, L.2141-3, L.2141-4 et L.2141-5 du code de la commande publique de 2019.

- La documentation technique et scientifique ;

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

3.2.1 – Clause de réexamen

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L 2194-1 et R2194-1 et suivants du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE et/ou complété par la passation d'un marché négocié conformément aux articles L 2122-4 et R 2122-7 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Les modifications pourront porter sur l'ajout d'établissement du GHT 45 et l'ajout de prestation dans le périmètre de l'objet du marché, Des ajouts/suppression de matériels aux BPU

La modification des sites. Selon l'évolution du patrimoine du Pouvoir Adjudicateur et de son organisation, des sites pourront être supprimés et/ou ajoutés. Chaque modification fera l'objet d'une modification sur la base des prix issus du marché

Lorsque 90 % du maximum d'un lot de l'accord-cadre a été atteint, le titulaire en informe l'acheteur. Dans un délai de 30 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre / lot de l'accord-cadre dans la limite de 20 % du maximum initial.

3.2.2 – Passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence

Le présent marché pourra être complété par la passation de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, conformément aux articles R 2122-3, R 2122-4 et R 2122-7 du Code de la Commande Publique.

Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le GHT 45 qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter du 04 aout 2025 pour une durée 1 ans reconductibles tacitement 4 fois.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra prendre la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception 2 mois avant la date anniversaire du marché.

La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne peut excéder 5 ans, soit jusqu'au 31 Juillet 2030.

La durée de l'accord cadre est fixée à 5 années, période correspondant à l'amortissement des compacteurs.

En application de l'article R 2112-4 du Code De La Commande Publique le Titulaire ne pourra refuser la reconduction du marché.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ

Alinéa 5.1 - Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, destruction, revalorisation des déchets, ainsi que les frais de manutention jusque dans les services des 9 centres hospitaliers, et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires

Alinéa 5.2 - Prix initiaux

Le marché est conclu aux prix unitaires hors taxe figurant sur les bordereaux de prix. Ils sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de dépôt de l'offre (mars 2025)

Il est précisé que les bacs de toutes tailles, tractés ou manuels, ainsi que les lèves conteneurs spécifiques à postes fixes doivent être neufs
Seules les bennes seront livrées non neuves, mais en bon état ; le GHT 45 se réserve le droit de refuser une benne qui ne remplit pas les conditions d'utilisations optimales (vétusté, mauvaise fermeture des portes)

Alinéa 5.3 - Modalités de variation des prix

5.3.1 – Révision des prix

Le titulaire a la possibilité, pour mise en application au 31 juillet de chaque année, de faire parvenir une demande de révision de prix avant le 31 mai par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du CHU d'Orléans.

A l'appui de sa demande, le titulaire du marché joindra tous les justificatifs correspondants.

Pour les prix relatifs au Transport :

La formule de révision est la suivante :

$$T = T^{\circ} \left[0,125 + 0,875 \left(0,5 \frac{G}{G^{\circ}} + 0,20 \frac{FSD1}{FSD1^{\circ}} + 0,30 \frac{S}{S^{\circ}} \right) \right]$$

T = prix du transport révisé.

T° : prix du transport initial ou du dernier prix révisé.

G = indice gazole à la date de révision soit octobre

G = représente les prix moyens mensuels de vente au détail en Métropole – Gazole (1 litre) » (identifiant n°0442588), publié au Bulletin Statistique de l'INSEE

G° = indice gazole initial soit dernier indice disponible novembre 2024

S = indice trimestriel des taux de salaire horaire des ouvriers – transports et entreposage (identifiant 010562766) publié au Bulletin Statistique de l'INSEE

S° = indice initial soit le dernier indice disponible novembre 2024

FSD1 : est l'indice frais et services divers, publié par le Moniteur..

FSD1° : indice initial soit le dernier indice disponible en novembre 2024

Pour les prix relatifs au traitement des déchets lots 1-2-3-4-5

Les prix sont fermes jusqu'au 03/08/2026. Ils seront ensuite révisables en hausse ou en baisse sans que la variation n'excède 2%.

1- Prix rachat matières valorisables

Le prix de rachat de la tonne de matière recyclable se fait en deux étapes :

1ère étape : Relevé des prix constatés sur les marchés Français pour les principales sortes marchandes de papiers et cartons.

Pour ce lot, les sortes de référence seront notamment :
Cartons => Sorte marchande 1.02 / 1.04 / 1.05
Papiers => Sorte marchande 2.05 / 2.06

2ème étape : Le prix de rachat d'une tonne de matière sera déterminé par la formule suivante :

$$P = R \times C$$

Ou :

P= prix de rachat d'une tonne de marchandise recyclable.

R= indice moyen de la sorte marchande concerné et constaté sur le site.

C= coefficient, compris entre 0 et 1, proposé par le titulaire et qui déterminera le prix final de rachat de la matière.

Si C=0 le prix de rachat est égal à zéro.

Si C=1 le prix de rachat doit alors correspondre à celui constaté sur le site.

Ce coefficient sera fixé pour toute la durée du contrat et appliqué chaque mois ou à chaque opération en fonction de la variation de l'indice.

Important

Dans l'hypothèse où le prix de la sorte viendrait à être nul ou inférieur à zéro, le prix de rachat (P) est fixé à zéro.

Le coefficient de rachat fait l'objet d'un critère de choix

Le rachat de matière valorisable se fait au vu du récapitulatif du tonnage envoyé avec la facture mensuelle :

- Soit sous forme d'avoir sur la facture mensuelle,
- Soit par l'émission d'un titre de recette suite à la réception de la facture mensuelle.

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale du marché telle qu'elle est établie à la date de signature de ce dernier, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite du marché.

En cas d'absence d'accord entre les parties, la clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique.

5.3.2 Clause butoir :

L'administration se réserve le droit :

- Soit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de prix lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 2% l'an.
- Soit d'accepter l'application du nouveau barème lorsque celui-ci est supérieur à 2%.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION DU MARCHÉ

Alinéa 6.1 - Proposition de matériel amélioré

Entre la date de notification du marché et la date de livraison, le titulaire est tenu de proposer à l'administration toute modification ou transformation apportant une amélioration du ou des produits retenus, au prix conclu au titre du présent marché.

L'administration reste libre d'accepter ou non cette proposition.

En cas d'acceptation, une modification du marché sera conclue entre les deux parties.

Alinéa 6.2 -Commandes

La prestation sera exécutée telle que décrite au CCTP. Les rythmes et fréquences d'enlèvement des déchets sont déterminées dans le CCTP et conformes aux délais d'intervention sur lesquels le titulaire s'est engagé dans son offre.

Les commandes (enlèvements, conteneurs) sont faites au fur et à mesure des nécessités des différents établissements bénéficiaires, par émission d'un bon de commande signé du Directeur des Achats et de la Logistique ou son représentant, ou, en cas d'urgence, sur ordre téléphonique immédiatement confirmé par un bon écrit.

Le bon de commande précise :

- la référence au marché ;
- la désignation de la fourniture ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix marché
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

Toute fourniture livrée en dehors d'un bon de commande régulier demeure à la charge personnelle du Titulaire, sans recours possible contre l'administration qui ne répond ni de la conservation ni de la restitution de la fourniture.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Alinéa 6.3 - Livraison des compacteurs

La date de livraison est fixée par le bon de commande conformément aux délais de livraison sur lesquels le Titulaire du marché s'est engagé expressément dans son offre.

Les livraisons sont effectuées aux lieux, horaires et dans les formes spécifiées sur le bon de commande. Toute livraison doit être accompagnée d'un bon de livraison.

Il doit être établi un bon de livraison distinct pour chaque bon de commande.

Les fournitures doivent être livrées et installées selon la commande et le plan fourni, et ceci pour chaque site du GHT45, par les soins du Titulaire qui fournira la main d'œuvre nécessaire.

Alinéa 6.3.1 - Modalités de livraison

La date de livraison est fixée par le bon de commande conformément aux délais de livraison sur lesquels le Titulaire du marché s'est engagé expressément dans son offre.

Les livraisons sont effectuées aux lieux, horaires et dans les formes spécifiées sur le bon de commande. Toute livraison doit être accompagnée d'un bon de livraison.
Il doit être établi un bon de livraison distinct pour chaque bon de commande.

Les fournitures doivent être livrées et installées selon la commande et le plan fourni, et ceci pour chaque site du GHT45, par les soins du Titulaire qui fournira la main d'œuvre nécessaire.

Alinéa 6.3.2 - Emballage

Sans objet.

Alinéa 6.3.3 – Transport

- Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le Titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 10.1.3 du CCAG/FCS.

- Risques inhérents au transport

En application de l'article 19.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au Titulaire.

Alinéa 6.3.4 – Documents à fournir lors de la livraison

L'ensemble des documents demandés lors des livraisons ou exécution des prestations sont détaillés dans le CCTP.

COMPACTEUR :

Lors de la livraison, la documentation technique sera fournie.

Le Titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage également à fournir les éventuels rectificatifs, rédigés **en langue française**, sans supplément de prix.

Alinéa 6.3.5 – Prolongation des délais de livraison pour la mise en place du marché

En cas de circonstances exceptionnelles, et par dérogation de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le titulaire peut demander une prolongation du délai de livraison, qui ne peut excéder **72 heures pour les bacs**.

Aucune prolongation des délais de livraison ne sera accordée pour défaut de livraison des 3 compacteurs avec lèves conteneurs adaptés

COMPACTEURS ET LEVES CONTAINERS ADAPTES

En cas de retard de livraison la continuité de service devra être assurée. En conséquence, voici les prescriptions intangibles à appliquer selon le titulaire :

1. Nouveau prestataire

Les nouveaux matériels neufs ne sont pas disponibles à la date prévue par le bon de commande ; Au-delà de la date indiquée sur le bon de commande, la mise en place des nouveaux matériels ne devra pas excéder 2 mois supplémentaires.

a - Le nouveau prestataire continuera l'exploitation des matériels du précédent titulaire jusqu'à l'échange avec les nouveaux matériels.

Aux fins de privilégier la continuité de service, le pouvoir adjudicateur demandera au précédent titulaire de maintenir ses matériels ainsi que le contrat d'exploitation et de maintenance dans les termes du précédent marché.

Le CHU d'ORLEANS, et le Centre Hospitalier de Montargis régleront la facturation des matériels laissés en place par le précédent titulaire dans le cadre de l'exécution « aux frais et risques » en application de l'article 36 du CCAG/FCS.

2. Continuité de prestataire

Les nouveaux matériels neufs ne sont pas disponibles à la date prévue pour leurs installations. Le nouveau titulaire est le même prestataire détenteur de l'ancien marché.

Il continuera l'exploitation avec son ancien matériel en assurant la maintenance et en évitant l'interruption de la continuité de service.

Des pénalités de retard de livraison lui seront appliquées entre la date prévue d'installation du bon de commande et la date de pose du matériel neuf.

Cette demande sera adressée au pouvoir adjudicateur avant l'expiration du délai d'exécution mentionné sur le bon de commande.

- Le titulaire peut transmettre sa demande par mail ou par envoi en recommandé avec accusé de réception. Elle indiquera la durée du retard lorsque celle-ci sera déterminée avec précision, ainsi que les causes de force majeure qui empêchent l'exécution de la prestation.

- Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision par écrit en recommandé avec accusé de réception.

Alinéa 6.4 – Réception

Les matériels seront réceptionnés, reconnus, vérifiés à la livraison, par le responsable des services achats & logistiques de chaque établissement ou son représentant.

Le Titulaire est tenu d'être présent au moment de la livraison ou de se faire représenter par un mandataire.

L'absence du fournisseur ou de son représentant ne pourra retarder l'emploi des fournitures ; dans ce cas, les quantités ou qualités constatées par chaque établissement feront foi en toutes circonstances.

Il est délivré au Titulaire, s'il en fait la demande au moment de la réception, un récépissé provisoire, signé du responsable logistique habilité ou son représentant, ce récépissé ne préjugant pas de l'acceptation définitive de la fourniture livrée.

La signature de l'agent réceptionnaire ou l'établissement d'un récépissé atteste exclusivement de l'entrée des marchandises en magasin.

Seuls les services de contrôle de chaque centre hospitalier sont habilités à décider de l'acceptation qualitative et quantitative des fournitures.

Alinéa 6.5 – Vérifications quantitatives

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 23 et suivants du CCAG/FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut mettre le Titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

Alinéa 6.6 – Vérifications qualitatives

Ces vérifications ont pour but de vérifier conformément aux articles 23 et suivants du CCAG/FCS :

- Les matériels, les étiquetages, leur intégrité,
- La conformité aux conditions du marché, au bon de commande émis.

Elles sont effectuées dans les locaux de chaque centre hospitalier par les agents désignés à cet effet.

Le pouvoir adjudicateur s'assure par de tels vérifications, essais, contrôles analyses, expertises qu'il juge nécessaires, que les matériels remplissent les conditions du marché et notamment qu'elles sont conformes aux normes obligatoires ou aux échantillons s'il en a été prévu.

Le fournisseur peut être convoqué à ces vérifications et s'y faire entendre.

La réception n'est définitive qu'après l'achèvement complet des vérifications en quantité et qualité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve un délai de 15 jours afin de procéder aux dites vérifications.

Si les matériels ne sont pas conformes, ils seront refusés et devront être remplacés immédiatement par le Titulaire, sur demande écrite du Directeur du service Achats & logistique ou son représentant transmise par tout moyen permettant d'en constater la validité. Les frais de retour seront à la charge du Titulaire.

Alinéa 6.7 – Vérifications approfondies

Le Titulaire ne pourra invoquer la responsabilité de(s) entreprise(s) chargée(s) de la livraison pour dégager sa propre responsabilité, en particulier en cas de péremption ou de détérioration du matériel due à des conditions de transport ne respectant pas les précautions nécessaires aux produits objets de la consultation.

Alinéa 6.8– Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG/FCS par le directeur du service achats & logistique ou son représentant.

Si les matériels ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en état, le pouvoir adjudicateur peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix pouvant aller jusqu'à 50 % selon l'étendue des imperfections constatées.

Le Titulaire est tenu de subir cette réfaction s'il n'est pas en mesure de remplacer sur le champ le matériel litigieux. Avis motivé en sera donné au fournisseur par lettre recommandée. Cette lettre fixera, suivant le cas, soit le montant de la réfaction, soit le délai pour l'enlèvement et le remplacement du matériel défectueux refusé.

En cas d'urgence, cet avis sera donné par téléphone et immédiatement confirmé par écrit.

Pour tout matériel soumis à une norme ou une décision du G.E.M., le Titulaire garantit leur conformité à ces normes et décisions ; en cas de non-conformité, leur rejet peut intervenir à tout moment.

En toutes circonstances, les composants défectueux soumis au marquage CE seront remplacés par des composants marqués CE et identiques ou spécifiés comme compatibles par le constructeur.

Alinéa 6.9– Obligations du Titulaire

6.9.1 - Clause de confidentialité

Dans le cadre du présent marché, toute personne intervenant sur les sites du GHT 45 est soumise au secret, conformément aux dispositions de l'article L. 1110-4 alinéa 2 du Code de la Santé Publique. Ce secret couvre toutes les informations confidentielles ou non, confiées ou constatées, se rapportant au patient lui-même ou à des tiers (famille, proches du malade ...) que leur révélation soit potentiellement nuisible ou pas.

6.9.2 Respect du règlement intérieur des établissements du GHT 45

Le prestataire se conformera impérativement au règlement intérieur des établissements du GHT 45 ainsi qu'aux règles propres à certains services, notamment en cas d'interventions ou de déplacements dans des secteurs sensibles ou protégés.

Ce règlement sera fourni sur demande du titulaire.

6.9.3 Assurances

Le Titulaire devra justifier dans un délai de quinze jours, à compter de la notification du présent marché, d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, conformément aux articles R 321-1 et suivants, du Code des Assurances, garantissant sa responsabilité civile au titre de ce marché.

6.9.4 Groupement d'opérateurs économiques - Sous-traitance

6.9.4.1 cotraitances ou groupements d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques peuvent se présenter, soit individuellement, soit sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques (cotraitance).

C'est au stade de la candidature que les opérateurs économiques indiquent s'ils souhaitent se présenter en groupement, sous quelle forme (groupement solidaire ou groupement conjoint) et désignent leur mandataire.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

6.9.4.2 sous-traitants

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous- traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous- traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Elle est régie par les articles L2193-1 à L2193-14 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent

Le titulaire du marché peut également déclarer un sous-traitant en cours d'exécution du marché selon les modalités fixées ci-dessus.

En aucun cas le titulaire du marché ne pourra sous-traiter à d'autres entreprises les prestations faisant l'objet du présent marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire du marché, en cas de sous-traitance, demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

6.9.5 - Vérification de la situation du Titulaire au regard de ses obligations sociales et fiscales

L'ensemble des pièces mentionnées aux articles D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, ainsi que celle définie par l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du même code sont à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

Pour les marchés d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 € HT, le candidat retenu doit aussi respecter les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de vigilance.

Les mêmes obligations s'imposent aux contrats de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, c'est-à-dire que le titulaire d'un marché public doit fournir les pièces prouvant que son sous-traitant respecte lui aussi ses obligations

Alinéa 6.10 - Garantie

Sans objet.

ARTICLE 7 - PENALITES

Alinéa 7.1- pénalités pour retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le délai contractuel d'intervention et d'exécution des prestations défini dans la partie technique du CCTP, pour chaque Etablissement bénéficiaire,

- Est dépassé par le fait du titulaire,
- Et/ou en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution de ses prestations,

Ce dernier encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Début exécution du marché	Pénalités TTC
Défaut d'installation de l'ensemble des conteneurs à la date inscrite sur le bon de commande + 72 heures de sursis (article 6.3.5) Le nombre de jour de retard = date de livraison réelle – date de livraison annoncée. Pour les compacteurs et lèves containers : se référer à l'article 6.3.5	30 € par conteneur/matériel/benne et par jour
En cours d'exécution du marché	Pénalités TTC
Défaut d'enlèvement d'un conteneur, d'une benne, dans le délai de 48h ouvrés après demande de l'Etablissement bénéficiaire :	100 € par conteneur/benne et par jour de retard.
Inexécution d'une commande :	80 € par jour de retard.
Défaut de remplacement d'un conteneur en mauvais état ou fourniture d'un conteneur non conforme aux prescriptions du cahier des charges	75 € par conteneur par jour de retard.
Interruption du service pour cause autre que la force majeure :	200 € par jour.

Non-respect de l'envoi de document et/ou de données Bordereau de suivi des déchets ; fichier des enregistrements ; l'attestation d'élimination demandée ; attestation d'assurance, renouvellement des autorisations / agréments.	30 € par jour de retard
Non-respect des horaires de passage de collecte	30 € par infraction

Ces pénalités concernent les seules prestations exécutées. Elles seront appliquées d'office sur la facture litigieuse correspondante.

ARTICLE 8 - RESILIATION DU MARCHE

Alinéa 8.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément aux articles 29 et 33 du CCAG/FCS.

Alinéa 8.2 - Résiliation du fait du Titulaire

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues aux articles 30 et 31 du CCAG/FCS.

Dans le cas de résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Alinéa 8.3 - Résiliation pour faute du Titulaire

L'administration peut résilier le marché pour faute du Titulaire selon les modalités et dans les cas énumérés à l'article 32 du C.C.A.G./F.C.S.

Alinéa 8.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

L'administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire conformément à l'article 36 du CCAG/FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Alinéa 9.1 – Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée. Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.

Son taux est fixé à 5 %.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement d'une avance s'effectue par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci.

Alinéa 9.2 - Retenue de garantie

Sans objet

Alinéa 9.3 - Modalités de paiement

Facturation électronique :

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les éléments suivants sont nécessaires :

- Le code structure (numéro siret) : 26 450009100014 ;
- Le code service : FAC_CDE_DAL ;
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ; LG
- Le numéro du marché ;
- Le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les références du compte bancaire ou postal, *rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement* ;
- Le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- Le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

En aucun cas, elles ne devront être jointes aux livraisons.

Il doit être établi autant de factures que de livraisons.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Voir annexe 1 du présent CCAP.

9.3.2 - Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture dans un délai maximum de 50 jours à compter de la date de réception de celle-ci.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter,
- La forme de l'entreprise,
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse postale ou celle de son siège social,
- La cession d'une ou de différentes activités,
- L'acquisition d'une nouvelle activité,
- Son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

PAIEMENT DES SOUS TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

9.3.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code De La Commande Publique.

Alinéa 9.4 - Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code De La Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'administration. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00
Télécopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 12 – DEROGATION AU CCAG/FCS

Il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG/FCS
Article 3.1	Article 4.1
Article 6.3.3	Article 10.1.3 et 19.3
Article 6.3.5	Article 13.3 et 36
Article 6.5	Article 23
Article 6.6	Article 23
Article 6.8	Article 25
Article 8.1	Articles 29 et 33
Article 8.2	Articles 30 et 31
Article 8.3	Article 32
Article 8.4	Article 36